

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES, DU COMMERCE EXTERIEUR ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

F. 97 — 1532

[S - C - 97/3392]

**24 JUIN 1997. — Loi modifiant la loi du 16 juillet 1948
créant l'Office belge du Commerce extérieur (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2. Au sens des dispositions légales ci-après, il faut entendre par la loi : la loi du 16 juillet 1948 créant un établissement public dénommé Office belge du Commerce extérieur, modifiée par arrêté royal du 14 septembre 1955, par la loi du 6 février 1962 et par arrêté royal n° 116 du 23 décembre 1982.

Art. 3. Dans le texte néerlandais de la même loi, les mots « Raad van Beheer », figurant aux articles 3, 5, 6, 9, 11, 15, 20 et 25 sont remplacés par les mots « Raad van Bestuur ».

Art. 4. L'article 1^{er}, deuxième alinéa de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Le siège de l'Office est établi dans une des communes de l'arrondissement administratif de "Bruxelles-Capitale". »

Art. 5. L'article 2 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 2. L'Office belge du Commerce extérieur a pour objet de contribuer au développement du commerce belge avec l'étranger. Il exerce cette mission conformément aux directives du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions et dans le cadre de la politique commerciale des autorités fédérale et régionales compétentes. A cet effet l'Office agit en concertation et en coordination avec les autorités régionales compétentes et en fonction des besoins des milieux économiques particulièrement intéressés au commerce extérieur.

Dans l'exercice de sa tâche, l'Office est chargé d'une mission d'étude, de documentation et d'information au service du commerce extérieur et il mène une politique de promotion, en concertation avec les Régions. Il peut prêter également son concours en vue de faciliter le règlement amiable de différends commerciaux d'ordre privé. »

Art. 6. L'article 3 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 3. L'Office est géré par un Conseil d'Administration composé de vingt-quatre membres.

(1) *Session ordinaire 1995-1996 :*

Chambre des représentants :

Documents parlementaires. — Projet de loi, n° 535/1. — Amendements, n° 535/2. — Rapport de M. Gehlen, n° 535/3. — Amendements, n°s 535/4 à 6. — Avis du Conseil d'Etat, n° 535/7. — Décision du Comité de concertation, n° 535/8. — Rapport complémentaire, n° 535/9. — Amendement, n° 535/10. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 535/11.

Annales parlementaires. — Séances des 11 et 13 juin et 3 juillet 1996, 19 et 20 mars 1997.

Session ordinaire 1996-1997 :

Sénat :

Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 587/1. — Amendements, n° 587/2. — Rapport, n° 587/3. — Texte adopté par la commission, n° 587/4.

Annales parlementaires. — Séances du 5 juin 1997.

Rapport, n° 468/1. — Amendement, n° 468/2. — Avis motivé adopté en séance plénière, n° 468/3.

Annales parlementaires. — Séance du 14 novembre 1996.

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN, BUITENLANDSE HANDEL EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

N. 97 — 1532

[S - C - 97/3392]

24 JUNI 1997. — Wet tot wijziging van de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van de Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid zoals bepaald in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2. In de zin van de hiernavolgende wettelijke bepalingen, moet onder de wet worden verstaan : de wet van 16 juli 1948 tot oprichting van een openbare instelling, Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel genaamd, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 september 1955, bij de wet van 6 februari 1962 en bij het koninklijk besluit nr. 116 van 23 december 1982.

Art. 3. In de artikelen 3, 5, 6, 9, 11, 15, 20 en 25 van dezelfde wet worden de woorden « Raad van Beheer » vervangen door de woorden « Raad van Bestuur ».

Art. 4. Artikel 1, tweede lid van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De zetel van de Dienst is gevestigd in één der gemeenten van het administratief arrondissement "Brussel-Hoofdstad". »

Art. 5. Artikel 2 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 2. De Belgische Dienst voor de Buitenlandse Handel heeft tot doel bij te dragen tot de ontwikkeling van de Belgische handel met het buitenland. Hij oefent deze opdracht uit overeenkomstig de richtlijnen van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert, en in het kader van het handelsbeleid van de bevoegde federale en gewestelijke overheden. Met het oog hierop handelt de Dienst in overleg en coördinatie met de bevoegde gewestelijke overheden en in functie van de noden van de economische kringen die in het bijzonder bij de buitenlandse handel geïnteresseerd zijn.

In uitvoering van zijn opdracht is de Dienst belast met studie, documentatie en voorlichting ten dienste van de buitenlandse handel en voert hij een promotiebeleid in overleg met de Gewesten. Hij kan eveneens zijn medewerking verlenen met het doel om de minnelijke beslechting van handelsgeschillen van private aard te vergemakkelijken. »

Art. 6. Artikel 3 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 3. De Dienst wordt beheerd door een Raad van Bestuur die is samengesteld uit vierentwintig leden.

(1) *Gewone zitting 1995-1996 :*

Kamer van volksvertegenwoordigers :

Parlementaire stukken. — Wetsontwerp, nr. 535/1. — Amendementen, nr. 535/2. — Verslag van de heer Gehlen, nr. 535/3. — Amendementen, nrs. 535/4 tot 6. — Advies van de Raad, nr. 535/7. — Beslissing van het Overlegcomité, nr. 535/8. — Aanvullend verslag, nr. 535/9. — Amendement, nr. 535/10. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 535/11.

Parlementaire Handelingen. — Zittingen van 11 en 13 juni en 3 juli 1996, 19 en 20 maart 1997.

Gewone zitting 1996-1997 :

Senaat :

Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 587/1. — Amendementen, nr. 587/2. — Verslag, nr. 587/3. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 587/4.

Parlementaire Handelingen. — Zittingen van 5 juni 1997.

Verslag, nr. 468/1. — Amendement, nr. 468/2. — Gemotiveerd advies aangenomen in plenaire vergadering, nr. 468/3.

Parlementaire Handelingen. — Zittingen van 14 november 1996.

L'autorité fédérale y est représentée par six membres nommés par le Roi, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions. Parmi ces membres, trois sont d'expression française et trois d'expression néerlandaise.

Les autorités régionales ont la faculté de se faire représenter par six membres nommés par le Roi. Deux membres peuvent être proposés par le Gouvernement de la Région wallonne, deux par le Gouvernement flamand et deux par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale dont, pour ces derniers, l'un est d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise.

Le secteur privé est représenté par douze membres, nommés par le Roi, sur proposition du Ministre qui a le commerce extérieur dans ses attributions. Quatre membres, dont deux d'expression française et deux d'expression néerlandaise, sont nommés sur base d'une liste de huit candidats proposés par les organisations fédérales représentatives des employeurs. Deux membres, l'un d'expression française et l'autre d'expression néerlandaise, sont nommés sur base d'une liste de quatre candidats proposés par les organisations représentatives des travailleurs. Les Ministres régionaux qui ont le Commerce extérieur dans leurs attributions ont la faculté de proposer six membres à la nomination : deux sur proposition du Ministre du Gouvernement flamand, deux sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région wallonne et deux, dont l'un d'expression néerlandaise et l'autre d'expression française, sur proposition du Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale. Les Ministres régionaux font alors leurs propositions sur base de listes comprenant chacune quatre candidats présentés par les organisations régionales représentatives des employeurs.

Les membres du Conseil d'Administration qui représentent le secteur privé sont nommés pour un terme de quatre ans. Leur mandat est renouvelable.

La durée du mandat des membres qui représentent l'autorité fédérale et les autorités régionales est liée à la durée de leurs gouvernements respectifs. Toutefois, les administrateurs exercent leur mandat jusqu'à ce que leur remplacement soit effectif.

Le Président est nommé par le Roi sur proposition du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions parmi les membres fédéraux du Conseil. En outre le Conseil élit en son sein deux Vice-Présidents. »

Art. 7. L'article 4 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. Le Conseil a, dans les limites de la présente loi, les compétences les plus étendues pour l'administration de l'Office. Il nomme et révoque le personnel. »

Art. 8. L'article 5 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 5. Le Conseil d'Administration se réunit au moins une fois tous les trois mois. Néanmoins, le président, et à son défaut un des vice-présidents, peut le convoquer à tout moment, soit à son initiative, soit sur demande d'au moins trois de ses membres, soit sur la demande du Comité de Coordination. »

Art. 9. L'article 6, quatrième alinéa, de la même loi, est remplacé par ce qui suit :

« En cas de partage des voix, celle du président de séance est prépondérante. »

Art. 10. L'article 9 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 9. Un Comité de Coordination instruit les affaires à soumettre au Conseil d'Administration, assure leur suivi ainsi que la coordination de la promotion du commerce extérieur entre les services fédéral et régionaux. Il exerce ses activités dans le cadre des orientations générales définies par le Conseil d'Administration.

Le Comité de Coordination est composé :

— du Directeur général de l'Office, de l'Administrateur-Directeur général des Relations économiques extérieures et d'un délégué du Gouvernement fédéral nommé sur proposition du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions, en tant que représentants de l'autorité fédérale;

— si le Gouvernement de la Région concernée en décide ainsi, du fonctionnaire dirigeant de l'Agence wallonne à l'Exportation, du Vlaamse Dienst voor de Buitenlandse Handel et du Service du Commerce extérieur de la Région de Bruxelles-Capitale, en tant que représentants des autorités régionales siégeant au Conseil d'Administration;

De federale overheid wordt hierin vertegenwoordigd door zes leden benoemd door de Koning, bij een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit, op voordracht van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert. Van deze leden zijn er drie Franstalig en drie Nederlandstalig.

De gewestelijke overheden beschikken over de mogelijkheid zich te laten vertegenwoordigen door zes leden benoemd door de Koning. Twee leden kunnen worden voorgedragen door de Regering van het Waalse Gewest, twee door de Vlaamse Regering en twee door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, van wie, wat deze laatste betreft, de ene Franstalig en de andere Nederlandstalig is.

De particuliere sector wordt vertegenwoordigd door twaalf leden benoemd door de Koning op voordracht van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert. Vier leden, twee Franstaligen en twee Nederlandstaligen, worden benoemd op grond van een lijst met acht kandidaten voorgedragen door de federale representatieve werkgeversorganisaties. Twee leden, de ene Franstalig en de andere Nederlandstalig, worden benoemd op grond van een lijst met vier kandidaten voorgedragen door de representatieve werknemersorganisaties. De gewestelijke ministers onder wie de buitenlandse handel ressorteert, beschikken over de mogelijkheid zes leden voor benoeming voor te dragen : twee op voordracht van de minister van de Vlaamse Regering, twee op voordracht van de minister van de Regering van het Waalse Gewest en twee, één Franstalige en één Nederlandstalige, op voordracht van de minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. De gewestelijke ministers doen dan hun voordracht op grond van een lijst van telkens vier kandidaten voorgedragen door de gewestelijke representatieve werkgeversorganisaties.

De leden van de Raad van Bestuur die de particuliere sector vertegenwoordigen, worden benoemd voor een periode van vier jaar. Hun mandaat is vernieuwbaar.

De duur van het mandaat van de leden die de federale overheid en de gewestelijke overheden vertegenwoordigen, is gebonden aan de duur van hun respectieve regeringen. De bestuurders vervullen evenwel hun mandaat totdat hun vervanging effectief is.

De Voorzitter wordt benoemd uit de federale leden van de Raad door de Koning op voordracht van de federale minister onder wie de buitenlandse Handel ressorteert. Bovendien kiest de Raad uit zijn midden twee ondervoorzitters. »

Art. 7. Artikel 4 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 4. Binnen de perken van deze wet beschikt de Raad over de ruimste bevoegdheden voor het Bestuur van de Dienst. Hij benoemt het personeel en zet het af. »

Art. 8. Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 5. De Raad van Bestuur vergadert ten minste eenmaal om de drie maanden. Niettemin kan de voorzitter of, bij ontstentenis van deze, een der ondervoorzitters, de Raad te allen tijde bijeenroepen, hetzij op zijn initiatief, hetzij op verzoek van ten minste drie van zijn leden of op verzoek van het Coördinatiecomité. »

Art. 9. Artikel 6, vierde lid, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

« Bij staking der stemmen, beslist de stem van de voorzitter van de vergadering. »

Art. 10. Artikel 9 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 9. Een Coördinatiecomité onderzoekt de zaken die aan de Raad van Bestuur dienen te worden voorgelegd, staat in voor de opvolging daarvan alsook voor de coördinatie van de bevordering van de buitenlandse handel tussen de federale en gewestelijke overheden. Het oefent zijn activiteiten uit in het kader van de algemene, door de Raad van Bestuur bepaalde richtlijnen.

Het Coördinatiecomité is samengesteld uit :

— de Directeur-generaal van de Dienst, de Administrateur-Directeur-generaal van de Buitenlandse Economische Betrekkingen en een afgevaardigde van de federale Regering benoemd op voordracht van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert, in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de federale overheid;

— als de Regering van het betrokken Gewest aldus beslist, de leidende ambtenaar van de Agence wallonne à l'Exportation, van de Vlaamse Dienst voor de Buitenlandse Handel en van de Dienst van de Buitenlandse Handel van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in de hoedanigheid van vertegenwoordigers van de gewestelijke overheid die zitting hebben in de Raad van Bestuur;

— de six membres nommés par le Conseil d'Administration parmi les représentants du secteur privé qui siègent en son sein. Parmi ces six membres, trois sont choisis parmi les membres nommés sur proposition des organisations fédérales représentatives des employeurs. Les trois autres membres sont choisis parmi les membres nommés sur proposition de chacun des Ministres régionaux.

Le Comité élit en son sein un président et un vice-président. Il se réunit au moins dix fois par an. Néanmoins, le président, et à son défaut le vice-président, peut le convoquer à tout moment, soit à son initiative, soit sur demande d'au moins trois de ses membres. »

Art. 11. L'article 10, deuxième alinéa de la même loi est remplacé par ce qui suit :

« Il en va de même en ce qui concerne les membres du Comité de Coordination. »

Art. 12. A l'article 11, alinéa 1^{er}, de la même loi, les mots « et du Comité de Direction » sont supprimés.

Art. 13. L'article 13 de la même loi est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 13. L'Office est soumis au pouvoir de contrôle du Ministre fédéral qui a le commerce extérieur dans ses attributions.

Art. 14. Les articles 14, 17, 17bis, 18 et 19 de la même loi sont abrogés.

Art. 15. A l'article 25, alinéa 5, de la même loi, les mots « Sans préjudice des dispositions de l'article 14 de la présente loi » sont remplacés par les mots « Sans préjudice des dispositions de l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public ».

Art. 16. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 24 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre des Finances et du Commerce extérieur,
Ph. MAYSTADT

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
S. DE CLERCK

— zes leden benoemd door de Raad van Bestuur uit de vertegenwoordigers van de particuliere sector die daarin zitting hebben. Van deze zes leden zijn er drie gekozen uit de leden die benoemd werden op voordracht van de representatieve federale werkgeversorganisaties. De drie andere leden worden gekozen uit de leden benoemd op voordracht van elk van de gewestelijke Ministers.

Het Comité kiest uit zijn midden een voorzitter en een ondervoorzitter. Het vergadert ten minste tien keer per jaar. Niettemin kan de voorzitter of, bij ontstentenis van deze, de ondervoorzitter, het Comité te allen tijde bijeenroepen, hetzij op zijn initiatief, hetzij op verzoek van ten minste drie van zijn leden. »

Art. 11. Artikel 10, tweede lid, van dezelfde wet wordt vervangen door wat volgt :

« Hetzelfde geldt voor de leden van het Coördinatiecomité. »

Art. 12. In artikel 11, eerste lid van dezelfde wet worden de woorden « en van het Bestuurscomité » weggelaten.

Art. 13. Artikel 13 van dezelfde wet wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 13. De Dienst staat onder de controle van de federale minister onder wie de buitenlandse handel ressorteert. »

Art. 14. De artikelen 14, 17, 17bis, 18, 19 van dezelfde wet worden opgeheven.

Art. 15. In artikel 25, vijfde lid van dezelfde wet worden de woorden « Zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de bepalingen van artikel 14 van onderhavige wet » vervangen door de woorden « Zonder dat afbreuk wordt gedaan aan de bepalingen van artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut ».

Art. 16. Deze wet treedt in werking de dag waarop zij in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 24 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Financiën en van Buitenlandse Handel,
Ph. MAYSTADT

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie :
S. DE CLERCK

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 97 — 1533

[S - C - 97/12591]

17 JUILLET 1997. — Loi modifiant la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis (1)

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

Art. 2. A l'article 2 de la loi du 20 juillet 1990 visant à promouvoir la présence équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes possédant une compétence d'avis, il est inséré un § 1^{er}bis, rédigé comme suit :

« § 1^{er}bis. Lorsque les conditions posées au § 1^{er} n'ont pas été remplies, le Ministre de la compétence duquel relève l'organe consultatif, renvoie les candidatures à l'instance chargée de présenter les candidatures. Tant que les conditions posées n'auront pas été remplies, le mandat à attribuer reste vacant. »

(1) Voir note à la page suivante.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 97 — 1533

[S - C - 97/12591]

17 JULI 1997. — Wet tot wijziging van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid (1)

De Kamers hebben aangenomen Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van de wet van 20 juli 1990 ter bevordering van de evenwichtige aanwezigheid van mannen en vrouwen in organen met adviserende bevoegdheid, wordt een § 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« § 1bis. Wanneer niet wordt voldaan aan de voorwaarden gesteld onder § 1, stuurt de Minister onder wiens bevoegdheid het betreffende adviesorgaan ressorteert, de kandidaturen terug naar de voordragende instantie. Zolang niet aan de gestelde voorwaarden wordt voldaan, blijft het te begeven mandaat vacant. »

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.